REPUBLIQUE TOGOLAISE

Agence Togolaise de Presse

Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

3 novembre 2026

MARQUAGE DES PRODUITS PETROLIERS :

DR ESSO-WAVANA ADOYI CONSTATE L'EFFECTIVITE DE L'OPERATION

Lomé, 3 nov. (ATOP) – Le président de la Commission chargée du suivi de l'exécution du contrat entre l'État togolais et SICPA SA (CSECES), Dr Esso-Wavana Ahmed Adoyi, a effectué, le lundi 2 novembre, une visite inopinée dans cinq stations-service de Lomé pour constater le démarrage effectif du contrôle du marquage des produits pétroliers.



Vérification des résultats par les autorités



constat de la réserve de produits pétroliers

Cette descente de terrain fait suite au lancement du marquage des produits pétroliers intervenu le 31 juillet dernier. Le président de la commission était accompagné du directeur de SICPA Togo SAU, Tchamdja Sosso Balam, des agents contrôleurs de la CSECES et de l'Office togolais des recettes (OTR), ainsi que des services de contrôle du ministère en charge du Commerce.La délégation s'est rendue dans les stations CAP Aéroport, SOMAYAF Nukafu, TotalEnergies Djifa Kpota, Zener Kagnikopé et T-Oil Baguida.

SOMMAIRE

ECHOS DE LA CAPITALE ----------1-2
NOUVELLES DES PREFECTURES ----------2-7
INTERVIEW----------7-9
NOUVELLE DE L'ETRANGER ----------10-13
SPORTS ----------14-15

Les contrôles ont consisté à vérifier la présence effective du marqueur dans les carburants commercialisés et à s'assurer de leur conformité à l'aide de laboratoires mobiles. L'opération a permis également de détecter les tentatives de fraude, notamment la dilution ou la modification du produit marqué. A l'issue des vérifications, la délégation a noté que les cinq stations-service visitées étaient conformes aux exigences du marquage des produits pétroliers.



Prélèvement et examen

Le président de la CSECES a indiqué que les engagements contractuels prévoient 500 prélèvements par mois et que toutes les stations seront concernées. « Les opérateurs qui interviennent dans le circuit des produits pétroliers doivent savoir que le contrôle a commencé et que la programmation dépend de la commission », a-t-il prévenu. Dr Adoyi a également rappelé que le refus de prélèvement ou de contrôle, la commercialisation de produits non marqués ou encore la dilution de carburants marqués sont passibles de sanctions. Il a précisé qu'une station-service qui ne respecte pas les exigences du marquage fiscal sécurisé peut être scellée, conformément à la réglementation en vigueur.

Le directeur de SICPA Togo SAU, Tchamdja Sosso Balam, a expliqué que les équipements utilisés permettent de mesurer la concentration du traceur injecté dans les produits pétroliers au moment de leur chargement. Il s'agit de vérifier que le marquage effectué à la source n'a subi aucune tentative de falsification, de dilution ou de modification avant la commercialisation du carburant, a-t-il indiqué.

ATOP/AR/AO

NOUVELLES DES PREFECTURES

KOZAH/PLANS ALIMENTAIRES TERRITORIAUX :

LE RAPPORT DIAGNOSTIC DE LA REGION DE LA KARA VALIDE

Kara, 3 nov. (ATOP) - Les acteurs du secteur agricole et alimentaire de la région de la Kara ont validé, le lundi 2 novembre à Kara, le rapport diagnostic territorial des systèmes agricoles et alimentaires. Ce document servira de base à l'élaboration des Plans alimentaires territoriaux (PAT) des communes de la région.



Les participants



Table officielle

Les PAT sont des outils destinés à orienter les politiques locales en matière de souveraineté alimentaire et de valorisation des ressources du territoire. Ils visent à mieux

exploiter les potentialités agricoles et pastorales, à renforcer la résilience des populations et à améliorer l'accès à une alimentation suffisante et de qualité.

L'atelier de validation a été organisé par l'ONG Gestion de l'environnement et valorisation des produits agropastoraux et forestiers (GEVAPAF), en collaboration avec son partenaire Acting for Life. Il s'inscrit dans le cadre du projet « Appui à la résilience des populations et à la cohésion intercommunautaire au niveau des territoires transfrontaliers (PARCIT) ». Ce projet est mis en œuvre au Bénin, au Burkina Faso et au Togo, avec le soutien technique et financier de l'Union européenne.

Le rapport présente les forces, les faiblesses et les opportunités des principales filières agricoles de la région, notamment le maïs, le riz, le soja et le maraîchage. Les participants ont pris connaissance de son contenu puis analysé les résultats du diagnostic avant d'amender le document.

Le représentant du directeur régional en charge de l'Agriculture, M. Pibosso Pitiki-Abalo, a rappelé que l'agriculture constitue un socle essentiel à la survie humaine et au développement local, tout en garantissant la sécurité alimentaire des communautés.

Le coordonnateur du projet PARCIT, Batcha Essozinam, a souligné l'importance d'analyser les potentialités locales et de confronter les résultats du diagnostic aux réalités des différentes communes. Il a exhorté les acteurs à traduire les conclusions du diagnostic en actions concrètes pour améliorer les conditions de vie des populations et renforcer leur résilience.

Le représentant du maire de la commune Kozah 1, M. Kpatcha Aklesso a pris part à l'activité. ATOP/SG/AO/BV

---------- ---------

DES MECANICIENS EN SESSION DE RENFORCEMENT ET DE MISE AU POINT DES MOTEURS DIESEL ET ESSENCE

Kara, 3 nov. (ATOP) - Quinze mécaniciens membres de la Chambre régionale de métiers (CRM) de la Kara participent, du 2 au 13 novembre à Kara, à une session de renforcement de capacités sur le contrôle d'ensemble, le diagnostic et la mise au point des moteurs diesel et essence.



Officiels



Les artisans formés

Cette formation, financée par le Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP), est assurée par le Centre de formation aux métiers de l'industrie (CFMI). Elle s'inscrit dans les efforts de professionnalisation du secteur artisanal et de modernisation des services de maintenance automobile au Togo. L'activité vise à actualiser les compétences techniques et pratiques de ces artisans face aux mutations technologiques du secteur automobile, notamment l'évolution des systèmes de motorisation et l'intégration croissante des dispositifs électroniques de gestion des moteurs. Elle entend aussi améliorer la qualité, la fiabilité et l'efficacité des prestations des ateliers de mécanique automobile dans la région.

Les travaux théoriques et pratiques, porteront sur trois principaux volets, à savoir : le contrôle et la mise au point des moteurs, le diagnostic des pannes et la gestion des ateliers. Ils permettront aux participants de mieux maîtriser les techniques de contrôle des organes mécaniques, d'identifier les symptômes et les causes des dysfonctionnements et de réaliser les réglages nécessaires au bon fonctionnement des moteurs. Les artisans seront amenés à examiner les dysfonctionnements liés aux bruits anormaux, aux émissions de fumée et aux pertes de puissance des moteurs.



Officiels et artisans

M. Kossivi Serge, formateur, a expliqué que l'évolution du parc automobile togolais, marquée par l'utilisation de véhicules aux technologies de plus en plus complexes, impose aux mécaniciens une actualisation régulière de leurs connaissances.

La deuxième adjointe au maire de Kozah 1, Me Ani Mèhèssa, a souligné la nécessité pour les mécaniciens de s'adapter aux évolutions technologiques de l'industrie automobile afin de garantir des prestations plus fiables à leur clientèle. Elle les a exhortés à accorder une attention particulière aux enseignements pour en tirer le meilleur profit.

Pour sa part, la conseillère en formation au CFMI, Olou-Adara Yesso, a réaffirmé l'engagement du centre à accompagner les organisations professionnelles dans le développement de compétences adaptées aux réalités du terrain. Elle a invité les bénéficiaires à faire preuve d'assiduité, de ponctualité et de participation active durant les travaux.

Le chef d'antenne du FNAFPP, Lochina Moussa Mohamadou, a rappelé l'importance du secteur artisanal dans le développement de l'économie nationale. Il a encouragé les formateurs à privilégier une pédagogie active et de qualité, tout en invitant les participants à mettre en pratique les connaissances acquises dans leurs ateliers respectifs.

ATOP/AE/BA/BV

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

«FEMME FOOT SANTE TOGO» MISE SUR LE SPORT POUR INTENSIFIER LA LUTTE CONTRE LES CANCERS FEMININS

Kara, 3 nov. (ATOP) – L'Association femmes foot santé Togo, section de Kara, a clos, le vendredi 31 octobre à Kara, les activités du mois d'Octobre Rose par une mobilisation sportive et une séance de sensibilisation sur la prévention des cancers du sein et du col de l'utérus.

Cette initiative vise à renforcer les connaissances des populations sur ces maladies, à promouvoir le dépistage précoce et à encourager les femmes à adopter des comportements favorables à la préservation de leur santé. À travers cette activité, l'Association Femme Foot Santé Togo entend faire du sport un levier de sensibilisation et de mobilisation communautaire autour des cancers féminins.

La rencontre a été marquée par des exercices physiques, des chants et une communication animée par des professionnels de santé, qui ont apporté des éclairages sur les facteurs de risque, les signes d'alerte, les moyens de prévention et l'importance d'une prise en charge précoce.



femmes foot kara vue partielle



Remise symbolique de cadeau au parrain

Le gynécologue-obstétricien au CHU Kara, Kambote Yendoubé, a présenté le cancer du sein comme une maladie caractérisée par une multiplication anormale des cellules mammaires. Soulignant son importance parmi les cancers touchant les femmes, il a insisté sur la nécessité de mieux faire connaître cette maladie afin de favoriser sa détection précoce. Il a notamment recommandé aux femmes de connaître l'aspect habituel de leurs seins et de rester attentives à toute anomalie, comme une grosseur ou un changement inhabituel, en consultant rapidement un professionnel de santé. Il a également évoqué l'autopalpation régulière comme un moyen de vigilance, tout en rappelant que celle-ci ne remplace pas les examens médicaux et le dépistage recommandé par les professionnels de santé.

Le préfet de la Kozah, col. Bonfoh Farè, a insisté sur la nécessité d'une synergie d'actions entre les autorités administratives, les acteurs du secteur sanitaire et les associations communautaires pour rapprocher les messages de prévention des populations, notamment des femmes vivant dans les localités éloignées des structures de soins. Le préfet a, par ailleurs, invité les membres de l'association à maintenir cette dynamique au-delà du mois d'octobre et à inscrire ses interventions dans la durée et la proximité avec les communautés.

La présidente de Femme Foot Santé Togo, section de Kara, Awate Alimata Mazamasso, a expliqué que cette rencontre constitue l'aboutissement des activités menées durant le mois d'octobre, notamment des séances de sensibilisation et de dépistage organisées en collaboration avec la pharmacie Lafia. Elle a précisé que cette clôture ne marque pas la fin de la mobilisation et invité les femmes à devenir des relais de sensibilisation dans leurs familles, leurs associations et leurs communautés afin d'encourager leurs proches à se faire dépister. Pour elle, l'objectif est d'installer durablement une culture de prévention et de consultation médicale régulière.

Le coordonnateur de l'Association togolaise pour le bien-être familial (ATBEF), antenne Grand Nord, Baka Merveille, a annoncé que les femmes ayant besoin d'un accompagnement plus approfondi peuvent être orientées vers la clinique de l'ATBEF pour des examens complémentaires.

ATOP/AE/SED

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

TCHAMBA :

40 PRODUCTEURS DE MAÏS ET DE MIL A L'ECOLE DES BONNES PRATIQUES CULTURALES ET LA GESTION COOPERATIVE



Les participants

Tchamba, 3 nov. (ATOP) - Un atelier de renforcement de capacités des producteurs de maïs et de mil de la préfecture de Tchamba sur les bonnes pratiques culturales et la gestion coopérative s'est ouvert, le mardi 3 novembre à Balanka, dans la commune Tchamba 3.

L'atelier de cinq jours est initié par l'ONG Recherche et appuis aux initiatives de développement (RAID) en partenariat avec le Cabinet Ti'nga Consulting. Il bénéficie de l'appui technique et financier du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP).

L'activité vise à renforcer les capacités techniques de 40 producteurs afin d'accroître leur productivité. L'atelier, subdivisé en deux sessions de formation, permettra d'outiller les bénéficiaires sur les itinéraires techniques de production du mil et du maïs, les techniques d'association des deux cultures. Les techniques d'utilisation du compost, des insecticides et herbicides bio et celles de gestion des coopératives leur seront aussi enseignées.

Le représentant du maire de Tchamba 3, M. Ales Modji Mahamadou, a souligné que cette formation contribuera à combattre la faim, la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Il a invité les participants à l'assiduité et à une participation active pour en tirer meilleur profit.

Le représentant du Cabinet Ti'nga Consulting, Ogbonin Rafiou, a assuré de l'engagement de son équipe à offrir un accompagnement de qualité, dans une approche participative et orientée vers les résultats. « Notre ambition ne se limite pas à vous transmettre des connaissances théoriques. Nous souhaitons surtout vous donner des outils et des compétences que vous pourrez appliquer concrètement dans vos exploitations et au sein de vos organisations », a-t-il fait comprendre aux producteurs.

Le formateur, Afo Sabi Kagnidé, a souligné que le développement agricole dépend, non seulement, de la maîtrise des techniques de production, mais aussi de la capacité des producteurs à s'organiser, à travailler collectivement et à gérer efficacement leurs ressources.

Le porte-parole des bénéficiaires, Nandiye Awim, a promis la mise en pratique et le partage des acquis de cette session pour l'atteinte des objectifs visés.

ATOP/SA/MEK/BA

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité
+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

OGOU/ACCUEIL CLIENT ET COMMUNICATION PROFESSIONNELLE :

LA COOPEC ILEMA RENFORCE LES COMPETENCES DE SON PERSONNEL

Atakpamé, 3 nov. (ATOP) - Le personnel de la Coopérative d'épargne et de crédit (COOPEC) ILEMA prend part, du 2 au 8 novembre à Atakpamé, à un atelier de renforcement des capacités sur l'accueil client et la communication professionnelle.

L'initiative est organisée par la Coopérative avec le concours financier du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP). Elle ambitionne d'accroître l'expertise des agents sur des thématiques, notamment l'accueil client, la communication professionnelle, les techniques de recouvrement à l'amiable, le montage des dossiers de crédit, ainsi que l'optimisation des performances commerciales et de la gestion de la relation clientèle au sein d'une agence de microfinance.

Les participants seront entretenus sur la maîtrise des techniques de collecte et de mobilisation de l'épargne, de la conduite d'actions de prospection ciblée, des stratégies d'adhésion et de fidélisation des membres et clients, ainsi que sur le renforcement de la visibilité et de la notoriété de l'institution sur le marché.



Des participants

Le président du Conseil d'administration de la COOPEC, Dossou Yawo, a exprimé sa gratitude envers le FNAFPP pour son appui financier. Il a exhorté les collaborateurs à faire preuve d'assiduité et d'un vif esprit inquisitif afin de tirer le meilleur parti de cet enseignement.

Le maire de la commune Ogou 1, Komlan Kassamada, a salué cette démarche tout en invitant les agents à cultiver l'émulation et le partage d'expériences. Le maire Kassamada a rappelé le rôle pivot de la microfinance dans le tissu économique local par son accompagnement des petites et moyennes entreprises et des ménages. Il a émis le vœu d'une formation fructueuse ancrée dans les réalités du terrain.

La cérémonie s'est déroulée en présence des autorités administratives et locales, ainsi que des représentants du FNAFPP.

ATOP/AY/KKT/BA

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

INTERVIEW

CANCER DU SEIN :

« L'ACCES AUX THERAPIES DE POINTE ET A LA RADIOTHERAPIE DEMEURE TRES DIFFICILE ET COUTEUX » (DR SESSO ZOUWERA)

Le cancer du sein continue de faire de nombreuses victimes dans le monde, avec près de 694 000 décès enregistrés en 2024, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Au Togo, malgré les efforts déployés par les autorités, l'accès aux thérapies de pointe et à la radiothérapie demeure très difficile et coûteux. Dans une interview accordée à l'Agence togolaise de presse (ATOP), à l'issue d'Octobre Rose, la présidente de l'Association des médecins du Togo (AMT), Dr Sesso Zouwera, revient sur la situation du cancer du sein au Togo et les réalités auxquelles sont confrontées les personnes atteintes de cette maladie.

ATOP : Aujourd'hui, quel est l'état des lieux du cancer du sein au Togo ?



Dr Sesso Zouwera

Dr Sesso Zouwera : Le cancer du sein constitue un véritable problème de santé publique. Il représente le premier cancer chez la femme au Togo, avec 1 701 cas recensés, soit 39,6 % des cancers féminins, devant le cancer du col de l'utérus. Son incidence est en augmentation et le diagnostic est souvent posé à un stade tardif, ce qui assombrit le pronostic. Les facteurs de risque sont multiples et les efforts de prévention restent freinés par le coût des examens, les tabous culturels et l'insuffisance des campagnes de dépistage organisées.

Le traitement est-il disponible dans les structures de santé ? À quel coût ?

Sur le plan médical et thérapeutique, nous constatons d'immenses progrès de la science. Cependant, la réalité au Togo reste contrastée. Si les molécules de base sont disponibles, l'accès aux thérapies de pointe et à la radiothérapie demeure très difficile et coûteux. Le diagnostic intervient souvent tardivement et le manque de plateaux techniques et de personnel spécialisé freine considérablement la prise en charge.

En matière d'accès aux soins et de disponibilité des médicaments, la collaboration entre le médecin prescripteur et le pharmacien est essentielle. Malgré l'existence d'une chaîne d'approvisionnement sous-régionale et la couverture de certains soins de support et de certaines molécules essentielles par l'Assurance maladie universelle (AMU), le reste à charge demeure un lourd fardeau financier pour les familles.

Sur le plan humain et social, les témoignages poignants des patientes et des associations mettent en lumière les conséquences dévastatrices de la maladie sur la féminité, la cellule familiale et la situation financière des personnes touchées. La stigmatisation et l'abandon des traitements constituent également des réalités auxquelles nous devons faire face.

Comment prévenir le cancer du sein ?

Il existe deux principaux moyens de prévention et de détection précoce du cancer du sein. Le premier est l'autopalpation. Chaque femme est conseillée de pratiquer tous les mois, après les menstruations, afin de vérifier l'absence de grosseur, de déformation du sein ou d'écoulement mammaire. Toute anomalie constatée, notamment la présence d'un petit ganglion autour du sein, doit être signalée à un professionnel de santé.

Le deuxième moyen repose sur les examens d'imagerie médicale, notamment l'échographie mammaire et la mammographie. À partir de 40 ans, ces deux examens sont conseillés tous les deux ans. Chez les jeunes femmes de 20 à 30 ans, l'échographie mammaire est plutôt recommandée. Au-delà de 40 ans, les deux examens sont préconisés.

Le cancer du sein demeure-t-il un sujet tabou dans les communautés ?

Oui, parce que le cancer du sein touche à l'intimité et à la féminité de la femme. Lorsqu'une femme constate la présence d'une petite boule dans son sein, au lieu de consulter rapidement le médecin le plus proche pour savoir de quoi il s'agit, elle peut se

tourner vers des pratiques non conventionnelles, dans l'espoir de voir cette anomalie disparaître.

La peur du diagnostic constitue également un obstacle. Lorsqu'une femme apprend qu'elle souffre d'un cancer du sein, elle peut avoir le sentiment que son monde s'écroule, que sa vie est terminée et qu'elle va mourir. Certaines préfèrent alors se tourner vers les églises ou les imams pour solliciter des prières, dans l'espoir que la maladie régresse.

À cela s'ajoute le regard de la communauté, qui pousse certaines femmes à garder leur maladie secrète et à s'isoler. Elles préfèrent se cacher jusqu'au moment où la maladie est découverte à un stade très avancé, rendant parfois les possibilités de traitement très limitées.

Quel est le rôle de la communauté dans l'accompagnement psychologique et social des malades du cancer du sein ?

Lorsqu'une femme est diagnostiquée d'un cancer du sein, le premier traitement dont elle a besoin est le soutien moral et humain. Il est important que la patiente soit entourée de sa famille afin de pouvoir surmonter les différentes étapes du traitement, notamment la chimiothérapie, la radiothérapie et la chirurgie.

Sans cet accompagnement, il lui sera très difficile de traverser tout le processus thérapeutique. Les femmes qui se retrouvent isolées sont davantage éprouvées par la maladie que celles qui bénéficient du soutien de leur famille, des associations et de leur conjoint. Je pense que la communauté a donc un rôle essentiel à jouer pour aider les patientes à surmonter cette épreuve.

Quelles recommandations formulez-vous à l'endroit des autorités compétentes ?

Nos recommandations portent notamment sur le plaidoyer en faveur de l'élargissement du panier de soins de l'Assurance maladie universelle aux thérapies ciblées et à la radiothérapie, la subvention de la prise en charge du cancer du sein et la réduction du coût de l'échographie mammaire et de la mammographie.

Nous recommandons également le renforcement des actions de sensibilisation, du dépistage précoce et de la formation du personnel de santé, ainsi que la mise en place d'un accompagnement psychologique et social systématique des patientes.

Quels conseils aux femmes et aux personnes atteintes de cette maladie ?

La population doit savoir que le cancer du sein existe dans nos communautés et que toutes les femmes doivent prêter attention aux campagnes de sensibilisation consacrées à cette maladie. Elles doivent pratiquer régulièrement l'autopalpation afin de détecter les premiers signes éventuels. Plus le diagnostic est posé précocement, meilleures sont les chances de réussite de la prise en charge et de guérison.

L'autopalpation est importante. Nos maris doivent jouer également un rôle. Si la femme ne le fait pas, le mari à côté peut aussi aider à l'auto palpation tous les mois pour l'accompagner dans cette démarche de prévention.

Les femmes ne doivent pas hésiter à consulter pour savoir si elles souffrent ou non de cette maladie, en réalisant les examens nécessaires, notamment l'échographie mammaire et la mammographie. Ces examens coûtent entre 20 000 et 22 000 F CFA. Je ne minimise pas l'importance de cette dépense, mais, au regard du coût élevé des traitements, notamment de la chimiothérapie, il vaut mieux miser sur la prévention et le dépistage précoce.

Nous devons donc insister davantage sur la sensibilisation dans nos communautés et encourager les femmes à se faire dépister sans attendre l'apparition de complications. Il vaut mieux prévenir que d'attendre que le pire arrive.

Propos recueillis par AMEKOUVO Akouétey

NOUVELLES DE L'ETRANGER

LE PRESIDENT DE LA CHAMBRE ISLAMIQUE INAUGURE LE CHAPITRE EUROPEEN DE L'INITIATIVE B57+

Istanbul, 3 nov. (ATOP) - Le président de la Chambre islamique de commerce et de développement (ICCD), M. Abdullah Saleh Kamel, a affirmé le 1er novembre, à Istamboul, que le monde islamique dispose de capitaux, de ressources, de marchés et de compétences humaines lui permettant de devenir une puissance économique plus influente. Il a souligné que le véritable défi consiste à « transformer ces potentialités en investissements, en projets et en partenariats au service de nos intérêts communs ».



Abdullah Saleh Kamel

Ces déclarations ont été faites lors de son allocution à l'ouverture de la deuxième édition du Sommet des dirigeants d'entreprises, organisé par la Chambre islamique de commerce et de développement sous le thème « La Grande Convergence », à Istanbul, en marge de la 42e session du Comité permanent pour la coopération économique et commerciale de l'Organisation de la coopération islamique (COMCEC), en présence du ministre turc du Commerce, M. Ömer Bolat.

Ce sommet s'inscrit dans le cadre de l'initiative B57+, une initiative internationale lancée en 2025 par la Chambre islamique de commerce et de développement, sous la supervision directe du vice-président de la République de Türkiye, M. Cevdet Yılmaz. Elle rassemble les dirigeants d'entreprise des 57 États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et leurs homologues du monde entier, dans le but de transformer le dialogue en investissements, en projets et en partenariats à impact durable. Le Sommet des dirigeants d'entreprises se tient chaque année dans le cadre de cette initiative, dont la présente édition constitue la deuxième.

M. Abdullah Saleh Kamel a inauguré le chapitre européen de l'initiative B57+, dont les premières activités débuteront à Bruxelles dans les prochaines semaines. Ce nouveau chapitre vise à établir un pont de coopération économique entre les milieux d'affaires des États membres de l'OCI et leurs homologues européens.

Il a remercié l'Union des chambres et des bourses de commerce de Türkiye (TOBB), ainsi que son président, M. Rifat Hisarcıklıoğlu, pour leur soutien aux préparatifs de ce nouveau chapitre, exprimant l'espoir de voir prochainement ouvrir un bureau de l'initiative au siège de l'Union à Bruxelles.

Le président de la Chambre islamique de commerce et de développement a indiqué que ce sommet intervenait à l'issue d'une semaine spécialisée dans le règlement des différends commerciaux par la médiation et l'arbitrage, à laquelle ont participé des centres issus des États membres de l'OCI ainsi que des organismes établis au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Canada. Il a souligné que cette coopération contribue à surmonter l'un des principaux obstacles à l'investissement étranger, notamment dans les pays les moins avancés, affirmant que « la confiance dans l'environnement des affaires constitue le fondement de l'attraction des investissements ».

M. Abdullah Saleh Kamel a également insisté sur le fait que la complémentarité dans les différents secteurs industriels est devenue un impératif. Il a précisé que l'intégration logistique, en garantissant la stabilité des chaînes et des voies d'approvisionnement,

facilitera les échanges commerciaux et favorisera l'augmentation des exportations entre les États membres ajoutant que la réussite de toute initiative doit se mesurer à l'aune des projets, des investissements et des partenariats effectivement concrétisés sur le terrain.

Le président de la Chambre a enfin exprimé l'ambition de faire de B57+ une plateforme de coopération permanente entre les dirigeants d'entreprise tout au long de l'année, « où les idées se transforment en initiatives, les initiatives en projets et les projets en retombées économiques concrètes ».

L'initiative B57+

B57+ est une initiative internationale lancée en 2025 par la Chambre islamique de commerce et de développement. Son appellation fait référence aux 57 États membres de l'Organisation de la coopération islamique et à leurs partenaires à travers le monde. Elle rassemble des dirigeants d'entreprises issus de ces pays et d'autres régions du monde afin d'examiner les enjeux économiques contemporains, d'étudier les difficultés rencontrées par les entreprises dans les domaines du commerce, de l'investissement et du financement, puis de traduire les résultats de ces échanges en initiatives et en projets économiques à impact durable.

L'initiative repose sur trois plateformes complémentaires. La première est le Sommet des dirigeants d'entreprises, organisé annuellement, dont la deuxième édition s'est tenue à Istanbul en novembre 2026 sous le thème « La Grande Convergence ».

La deuxième consiste en une semaine spécialisée consacrée au règlement des différends commerciaux par la médiation et l'arbitrage, avec la participation de centres issus des États membres de l'OCI, du Royaume-Uni, des États-Unis et du Canada.

La troisième est le chapitre européen, dont les activités seront lancées à Bruxelles avec le soutien de l'Union des chambres et des bourses de commerce de Türkiye (TOBB).

La Chambre islamique de commerce et de développement

Elle une organisation internationale non gouvernementale issue de l'Organisation de la coopération islamique. Fondée en 1977 à Istanbul, elle représente le secteur privé des États membres et œuvre au renforcement de leur coopération commerciale et économique, à la promotion des investissements conjoints, au développement des projets transfrontaliers et à l'accroissement des échanges commerciaux intra-OCI. Elle regroupe 57 États membres et son siège principal est situé à Karachi, en République islamique du Pakistan.

En décembre 2023, elle a adopté sa dénomination actuelle de « Chambre islamique de commerce et de développement ». Elle est présidée par M. Abdullah Saleh Kamel.

ATOP/KYA/Source UNA

BURKINA FASO :

UN CHEF TERRORISTE NEUTRALISE DANS LE NORD-OUEST DU PAYS

Ouagadougou (Xinhua) - Un chef terroriste a été tué fin octobre par l'armée burkinabè dans le nord-ouest du pays, près de la frontière malienne, a annoncé le mardi 3 novembre, l'armée burkinabè.

Selon l'armée, ce chef terroriste ainsi que plusieurs complices ont été tués le 29 octobre par une unité des Forces spéciales antiterroristes de campagne (FORSATEC), dans la province du Sourou (nord-ouest). Jouant un rôle clé dans la logistique des groupes armés, il a participé à plusieurs attaques contre les Forces de défense et de sécurité (FDS), les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) et les populations civiles. Ces faits ont été perpétrés dans les provinces du Sourou et du Yatenga, selon la même source.Un important lot de matériel logistique a par ailleurs été récupéré, notamment des armes, des véhicules, des vivres et des produits pharmaceutiques. Xinhua

CENTRAFRIQUE :

63 EX-COMBATTANTS DEPOSENT VOLONTAIREMENT LES ARMES DANS LE NORD DU PAYS

Bangui, (Xinhua) - Soixante-trois ex-combattants de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) ont volontairement déposé leurs armes et munitions le dimanche 1er novembre dans le nord de la République centrafricaine (RCA), en vue de leur intégration au processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), a-t-on appris le lundi 2 novembre auprès de sources locales concordantes.

Parmi ces ex-combattants figurent trois femmes qui ont également décidé de remettre volontairement leurs armes et munitions aux autorités locales et aux équipes chargées de la mise en œuvre du programme DDR.

Le gouverneur de la région de Yadé, Barthélemy Wilikon, a salué cette initiative et félicité les ex-combattants qui ont répondu favorablement à l'appel du président centrafricain, Faustin-Archange Touadéra, invitant les hommes armés encore actifs au sein des groupes armés à déposer les armes et à rejoindre le processus de DDR. Selon le gouverneur, cette opération constitue une étape importante dans les efforts visant à consolider la paix, à renforcer la sécurité et à favoriser la réinsertion socio-économique des anciens combattants dans la région.

Lancée dimanche 1er novembre, l'opération de désarmement devrait se poursuivre pendant sept jours afin de donner l'occasion à d'autres éléments des groupes armés de se manifester volontairement et de rejoindre le processus de désarmement. Cette initiative s'inscrit dans les efforts des autorités centrafricaines en faveur du retour durable de la paix et de la stabilité dans le pays.

Xinhua

TCHAD :

LE GOUVERNEMENT ANNONCE UNE SERIE DE MESURES POUR LUTTER CONTRE LA DENGUE

N'djamena, (Xinhua) - Face à l'évolution préoccupante de l'épidémie de dengue, le Premier ministre tchadien, Allah-Maye Halina, a arrêté cinq mesures prioritaires d'application immédiate le lundi 2 novembre lors d'une réunion stratégique de haut niveau sur la riposte sanitaire, a-t-on appris de source officielle.

L'examen de la situation épidémiologique a mis en évidence une forte pression hospitalière, dans un contexte de pic épidémique marqué par un afflux de malades dépassant les capacités d'accueil de plusieurs structures sanitaires.

Pour faire face à cette situation, M. Halina a déclaré la gratuité totale de la prise en charge de la dengue dans toutes les structures publiques, couvrant les consultations médicales, les examens de laboratoire et les soins.

Les quatre autres mesures sont le renforcement immédiat des capacités d'accueil des hôpitaux, notamment des centres hospitaliers universitaires (CHU), à travers l'installation de tentes médicalisées et de lits supplémentaires, le lancement d'une semaine spéciale de salubrité, la désinsectisation systématique des avions et des moyens de transport collectif, notamment les bus urbains, intra-urbains et interurbains, ainsi que le lancement d'une vaste mobilisation nationale contre la dengue.

Selon le Premier ministre, ces décisions constituent des réponses concrètes à l'urgence sanitaire et marquent une étape importante dans le renforcement de la riposte gouvernementale face à une épidémie dont la maîtrise exige une action coordonnée des pouvoirs publics, une mobilisation collective et un engagement citoyen à tous les niveaux.

Les chiffres officiels ont montré qu'à la fin du mois d'octobre, 4.004 cas de dengue, dont 311 confirmés, ainsi que 11 décès avaient été recensés au Tchad.

Xinhua

CAMEROUN :

QUATRE MORTS ET SEIZE BRULES DANS L'INCENDIE D'UNE USINE A DOUALA

Yaounde, (Xinhua) - Quatre morts et seize grièvement brûlés ont été enregistrés dans un incendie survenu le lundi 2 novembre dans une usine métallurgique à Douala, la capitale économique du Cameroun, a rapporté le quotidien public Cameroon Tribune.

Selon les premiers éléments recueillis auprès des autorités, une explosion aurait précédé le sinistre. L'origine du feu reste pour l'instant inconnue. Les sapeurs-pompiers sont intervenus pour évacuer les victimes grièvement brûlées à l'hôpital général de Douala. Leur pronostic vital serait engagé, selon une source médicale.

Le gouverneur de la région du Littoral, Samuel Dieudonné Ivaha Diboua, s'est rendu au chevet des blessés. Il a déploré le non-respect des mesures de sécurité prescrites à l'entreprise après un précédent incendie. « Malgré les premiers cas d'incendie, les mesures de sécurité n'ont pas été prises », a-t-il déclaré. L'autorité administrative a prescrit une enquête et estimé qu'un arrêt des activités de l'usine devrait être envisagé.

Pour mémoire, un autre incendie avait ravagé une partie de cette usine dans la nuit du 30 avril au 1er mai, faisant plusieurs victimes. Xinhua

---

CRIMES CONTRE LES JOURNALISTES : L'IMPUNITE PERSISTE, ALERTE L'UNESCO

(Africanews) - Plus de 1 700 journalistes tués dans le monde entre 2006 et 2024. Dans neuf cas sur dix, ces assassinats n'ont donné lieu à aucune condamnation judiciaire. C'est le constat de l'Observatoire des journalistes tués, a publié l'UNESCO à l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes, célébrée le lundi 2 novembre.

Une date choisie en mémoire des deux journalistes français, assassinés au Mali le 2 novembre 2013. Dans son dernier rapport, intitulé « Les menaces évoluent. L'impunité perdure » publié lundi 2 novembre, l'UNESCO souligne que les attaques et le harcèlement visant les journalistes restent largement impunis, en Afrique comme dans le reste du monde.

Selon l'organisation, cette impunité porte préjudice à l'ensemble des sociétés, en favorisant la dissimulation de graves violations des droits humains, d'actes de corruption et de faits criminels. Le Moyen-Orient demeure, de loin, la région la plus dangereuse au monde pour les journalistes. Selon l'UNESCO, 97 d'entre eux y ont été tués au cours des deux dernières années, dont beaucoup dans le contexte de la guerre à Gaza.

L'Ukraine, la Somalie et le Soudan figurent également parmi les pays les plus meurtriers pour la presse au cours des trois dernières années. Cette année, Reporters sans frontières (RSF) a recensé deux journalistes tués sur le continent africain : l'un en Ouganda et l'autre en Somalie.

Dans les pays en guerre, les journalistes locaux représentent 90 % des victimes. Souvent seuls à pouvoir documenter les violences lorsque les reporters étrangers ne peuvent accéder aux zones de conflit, ils sont particulièrement exposés aux dangers du terrain. Ces dernières années, l'utilisation des drones sur les terrains de guerre a également changé la donne. En 2024 et 2025, ces appareils auraient causé la mort de 50 journalistes dans six zones de conflit. Africanews

SPORTS

JOJ DAKAR 2026:

LES JEUNES FRANÇAIS, EN DIGNES HERITIERS, S'OFFRENT L'OR AU RUGBY A 7

Dakar, (RFI) - Portés par l'esprit des anciens et de leurs aînés médaillés d'or à Paris 2024, les jeunes de l'équipe de France de rugby à 7 ont décroché l'or en battant l'Afrique du Sud (26-19) et en survolant quasiment le tournoi aux JOJ de Dakar, le lundi 2 novembre.

Ces jeunes avaient promis de ne rien lâcher. Menés par leur capitaine Pablo Garbajosa, les Bleuets ont tenu parole dans une finale qui a résumé leur tournoi : en démonstration, même s'ils se sont fait une peur. Après un début de match à sens unique, 21-5 en première période, l'Afrique du Sud est revenue à deux points, réveillant les craintes au stade Iba Mar Diop. « Une finale sans peur, ce n'est rien, lâche Pablo. On s'est fait peur, mais à la fin on s'est lâchés. On a gagné, donc c'est énorme, je suis content. »

Cette médaille d'or raconte une équipe qui a surclassé la concurrence, l'Ouganda balayé 58-0, le Japon 48-0, le Canada en demi-finale 58-0, mais pas l'essentiel. Car au cœur de ce groupe, le mot qui revient est toujours le même : héritage.

Quelques semaines avant Dakar, les champions olympiques de Paris 2024 étaient venus planter les graines en France. Paulin Arriva, capitaine des grands du rugby à 7, ainsi que son coéquipier Stephen Parez, et Jérôme Daret, deux fois quart de finaliste de la Coupe du monde et présent en tribunes ce lundi, ont parlé moins de tactique que de mentalité. Mateo Tambo Fanchot résume les mots des aînés : « Le Seven (rugby à 7), c'est un sport très mental, il ne faut jamais rien lâcher. On l'a vu aujourd'hui. On est restés soudés et concentrés, et on a réussi à marquer à la toute fin. Ce qu'on a retenu, c'est la mentalité qu'ils nous ont inculquée : être comme des lycaons, ne jamais rien lâcher et être tous solidaires. »

Sacha Leroy met également la victoire sur leur héritage autant que sur le travail. « Le secret, c'est le travail, l'héritage des grands et le fait qu'on soit devenu un groupe plus qu'une équipe. On est soudés, avec une bonne ambiance, mais très sérieux. »

Battre les « Sudafs », c'est un symbole. « Ça fait toujours du bien, confie Sacha. Mais c'est surtout une finale olympique et l'héritage de Paris 2024. Stephen, Paulin, Jérôme nous ont parlé d'héritage. Grâce à eux, on avait ça dans la tête. »

L'héritage est aussi familial. Dans cette équipe de France, quatre joueurs portent un nom déjà inscrit dans l'histoire du rugby français. Le capitaine Pablo Garbajosa, fils de Xavier, vice-champion du monde 1999. Jules Vermeulen, dont le père Elvis a empilé les matchs avec Clermont et soulevé le Tournoi des VI nations en 2007. Gaspard et Simon, fils de Julien et Nicolas, anciens internationaux, prolongent la lignée à leur tour.

Pour Pablo, la finale avait commencé par un message intime. « J'ai envoyé un petit message à mon père juste avant, je lui ai dit que je l'aimais, et à ma mère, à mon frère aussi. Ils m'ont envoyé plein d'ondes positives. »

Sur la pelouse du stade Iba Mar Diop de Dakar, les sourires illuminent le jour déclinant. Les Bleuets font la fête. « C'était un truc de ouf, s'extasie Nathanael Senga Koua. On est une grosse équipe. On est des super potes, on s'entend tous super bien. »

Une belle bande de gamins qui a trouvé le moyen de transformer un héritage en médaille d'or. RFI

ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.
Actualités, Proximité
+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32
atoptogo1@gmail.com
www.atop.tg

FOOTBALL:

UN JOUEUR DE DEUXIEME DIVISION ESPAGNOLE DECEDE DES SUITES D'UN CHOC SUR LE TERRAIN

Madrid, (RFI) - Le footballeur espagnol Jesus de Miguel, attaquant du CD Tenerife, pensionnaire de deuxième division espagnole, est mort le mardi 3 novembre 2026 des suites d'un choc survenu sur le terrain lundi soir. Le joueur de 30 ans avait été percuté dans les airs par le gardien équatoguinéen du club d'Andorre, Jesus Owono, avant d'être évacué en urgence à l'hôpital.

L'attaquant du CD Tenerife Jesus de Miguel est décédé quelques heures après avoir été hospitalisé à la suite d'un choc violent avec le gardien adverse lors d'un match de deuxième division espagnole, a annoncé son club mardi 3 novembre 2026.

« Brisés par la douleur, la gorge nouée et sans parvenir à croire que c'est la réalité, le CD Tenerife annonce le décès tragique, ce mardi 3 novembre 2026 à 8 h, de Jesus de Miguel », écrit le club dans un communiqué.

Le joueur de 30 ans, percuté dans les airs par le gardien équatoguinéen du club d'Andorre Jesus Owono, avait été évacué en urgence à l'hôpital de Tenerife où il avait été diagnostiqué dans un premier temps dans un « état stable, bien que grave ».

Ce choc violent a provoqué l'interruption de la rencontre, comptant pour la 12e journée, à la 97e minute alors que le score était de 2-2.

Victime d'une crise cardiorespiratoire selon la presse locale

Jesus de Miguel est resté un moment inerte sur la pelouse avant d'être évacué, victime d'une crise cardiorespiratoire, selon la presse locale. Avant d'annoncer le décès, l'hôpital de Tenerife avait publié un communiqué pour dire que l'état du joueur avait « empiré d'un point de vue neurologique ».

« Il n'y a pas de mots de consolation, absolument rien ne peut apaiser ce sentiment de profonde tristesse. Nous nous tenons au côté de sa famille éplorée, au côté de ses proches et de tous les supporters du CD Tenerife qui pleurent cette disparition », ajoute le communiqué du club. RFI

REPUBLIQUE TOGOLAISE

atop

Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

35, Rue des Médias – 2327 – Tél. (+228) 22-21-25-07/ 90-15-36-32
E-mail: contact@atop.tg// Facebook/Twitter: @atopTG
Site web: www.atop.tg

Directeur de publication
EYEBIYI Kokouvi Adéyêmi

Rédacteur en chef
KOLANI Yaya Assadou

Secrétaire de Rédaction
AMEKOUVO Akouétey
&
BARANDAO Konaka

Chef section Reportage
GOMEZ Kokoenè Ayaovi

Chef section Photographie
DJOKPE Koffi

Chef section des installations techniques
AGBESSI Komlavi

Copyright, ATOP. Tous droits réservés